



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

DOCUMENT UNIQUE

Marché public à procédure adaptée

(Article R. 2123-1 du code de la commande publique)

Objet du marché :

Elaboration de l'Atlas des paysages du Loiret

Ref consultation : DREAL_ATLAS_LOIRET_2025

Date limite de réception des offres :

5 juin 2025 à 12h00

Code nomenclature CPV :
79311000 – Services d'études

Pouvoir adjudicateur

État - Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Régional, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val-de-Loire par délégation de Madame la Préfète de la Région Centre-Val-de-Loire

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 62 du CCP

Monsieur le Directeur Régional, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val-de-Loire

Comptable public assignataire

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques du Centre-Val-de-Loire
6 avenue de Concy - CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2

Table des matières

Table des matières	3
1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION	5
1.1 Objet et forme du marché	5
1.2 Remise des plis.....	5
1.3 Composition des plis à remettre par les candidats.....	5
1.3.1 Un premier sous-dossier relatif à la candidature.....	5
1.3.2 Un second sous-dossier relatif à l'offre.....	6
1.4 Audition des candidats	7
1.5 Validité des offres	7
1.6 Examen des offres.....	8
1.6.1 Critères d'analyse des offres	8
1.7 Analyse des offres	8
1.7.1 Coordonnées du service pouvant fournir des renseignements d'ordre technique ou administratif.....	11
1.7.2 Conditions d'envoi ou de remise de l'offre	11
1.7.3 Documents à produire au stade de l'attribution du marché.....	12
2. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	13
2.1 Procédure.....	13
2.2 Durée	13
2.3 Lieu(x) d'exécution	13
2.4 Mission.....	13
2.5 Documents contractuels.....	13
2.6 Considérations sociales.....	14
2.7 Considérations environnementales	14
2.8 Négociation.....	14
2.9 Régime financier : prix, facturation, délai de paiement, pénalités.....	14
2.9.1 Révision des prix	14
2.9.2 Avance.....	15
2.9.3 Modalités de paiement et de facturation	15
2.9.4 Délai global de paiement	16
2.9.5 Pénalités.....	16
2.10 Arrêt d'exécution de la prestation	17
2.11 Résiliation et litige.....	17
2.11.1 Règlement amiable des litiges	17
2.11.2 Juridiction compétente	17
2.12 Dérogations au CCAG.....	17
3. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	18

3.1	Eléments de contexte	18
3.1.1	Les Atlas de Paysages	18
3.1.2	L'aire d'étude	18
3.1.3	Historique.....	18
3.2	Objectif de l'étude.....	20
3.3	Gouvernance de l'étude.....	21
3.4	Contenu de la mission.....	22
3.4.1	Documents fournis par le maître d'ouvrage	22
3.4.2	Elaboration de l'Atlas de paysages	22
3.4.3	Concertation sur l'atlas de paysages.....	25
3.4.4	Livrables attendus	25
3.5	Calendrier de la mission et phasage	27
3.5.1	Durée de la mission.....	27
3.5.2	Phasage de la mission	27
3.5.3	Réunion du comité de pilotage et du comité technique	27
3.6	Propriété de l'étude	28
	Annexe 1 - Liste de ressources bibliographique accessibles durant la mission (liste non exhaustive, fournie à titre indicatif)	29
	Annexe 2 - Prescriptions techniques pour la production des données cartographiques.....	30
	Annexe 3 – Arborescence de rangement des livrables.....	34
4.	ACTE D'ENGAGEMENT	35
4.1	Engagement du titulaire ou du groupement titulaire.....	35
4.1.1	Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire	35
4.1.2	Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations	37
4.1.3	Compte (s) à créditer	37
4.2	Avance (article R. 2191-3 ou article R. 2391-1 du code de la commande publique).....	38
4.3	Durée du marché public.....	38
4.4	Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.....	38
4.4.1	Signature du marché public par le titulaire individuel :.....	38
4.4.2	Signature du marché public en cas de groupement :	39
4.5	Identification et signature de l'acheteur.	40

1. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1.1 Objet et forme du marché

Le présent marché a pour objet l'élaboration de l'Atlas des paysages du Loiret.

Le présent marché est un marché à procédure adaptée, en application de l'article L. 2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché public de prestation intellectuelle.

Le CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 est appliqué pour ce marché.

Le marché n'est pas alloti.

Le marché est à prix forfaitaires.

Le montant estimatif des prestations objet du présent marché est fixé à 120 000 € HT.

Ce montant correspond aux crédits budgétaires alloués au marché. Conformément à l'article L.2152-3 du Code de la commande publique, toute offre dont le montant excéderait ce plafond pourra être considérée comme inacceptable.

1.2 Remise des plis

Les pièces constitutives sont à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr sous la référence **DREAL_ATLAS_LOIRET_2025**.

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au : **05 juin 2025 à 12h00**.

L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'ensemble des échanges au cours de la procédure de passation seront réalisés à l'adresse électronique indiquée dans l'acte d'engagement.

Cette adresse doit donc être régulièrement consultée et l'adresse du profil acheteur doit avoir été identifiée comme expéditeur légitime afin d'éviter l'orientation des messages adressés au candidat par le RPA via le profil acheteur vers les courriers indésirables.

1.3 Composition des plis à remettre par les candidats

1.3.1 Un premier sous-dossier relatif à la candidature

L'équipe d'étude comprendra obligatoirement un paysagiste concepteur. Dans le cas d'un groupement, le paysagiste concepteur sera le mandataire du groupement. Une équipe pluridisciplinaire sera proposée : paysagiste, urbaniste, géographe, webmestre, sigiste....

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Les candidats devront fournir les documents exigés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique. Pour y satisfaire, ils utiliseront les documents suivants, téléchargeables sur le site internet du Ministère de l'Économie à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> :

DC1 (lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants),

DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement). En cas de groupement, le DC2 doit être produit par chaque membre du groupement.

DC4 (acte de sous-traitance), le cas échéant.

Ils fourniront également :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (Extrait KBIS et/ou délégation de signature) ;
Le candidat communiquera les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années ;
- une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des 10 dernières années indiquant le montant, la date et le donneur d'ordre accompagné des attestations du donneur d'ordre ou, à défaut, par une déclaration du candidat ;
- une liste des moyens techniques qui seront mis en œuvre dans le cadre de la prestation ;
- les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et spécifiquement ceux de l'équipe qui sera en charge de la conduite des études objet de cette consultation.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques ou financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels le candidat s'appuie pour présenter sa candidature (groupement ou sous-traitance) en application de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, il produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

1.3.2 Un second sous-dossier relatif à l'offre

Un projet de marché comprenant :

- Le présent document unique rempli, valant acte d'engagement, CCAP et CCTP ;
- Une offre financière détaillée correspondant aux différentes étapes présentes dans les trois phases du marché, telles que définies dans le CCTP. Le nombre de jours nécessaires à la réalisation des différentes étapes de la prestation (par exemple, nombre de jours sur le terrain) devra être indiqué ainsi que le prix correspondant. L'offre devra comporter l'ensemble des frais afférents à la prestation.
En cas de groupement, l'offre financière devra détailler séparément les prestations de chaque co-traitant. Cette offre est à transmettre au format pdf ;
- Un relevé d'identité bancaire
- Une note méthodologique présentant les éléments suivants :
 - la méthodologie et l'organisation envisagées pour réaliser la mission ;
 - la nature des investigations qui seront réalisées sur le terrain,
 - la méthode utilisée pour l'identification, la caractérisation et la qualification des paysages,
 - la méthode utilisée pour l'analyse des dynamiques d'évolution et la détermination des enjeux,
 - les modalités de concertation envisagées.

- la capacité graphique : cartes, coupes, blocs-diagrammes, schémas... Ce point pourra être illustré à partir de documents issus de prestations similaires effectuées ces 10 dernières années par le candidat.

Il est rappelé que la note méthodologique devient contractuelle à la notification du marché. Ainsi, les informations qu'elle contient, constituent un engagement par le candidat.

En cas de groupement à comptes séparés, la répartition des prestations entre chaque membre du groupement doit être précisée dans l'acte d'engagement ainsi que dans l'offre financière.

1.4 Audition des candidats

Postérieurement à la remise des offres, la DREAL Centre-Val de Loire auditionnera séparément chaque candidat.

L'audition doit permettre au Maître d'Ouvrage d'apprécier la perception de l'enjeu de la mission par le candidat et de confirmer la valeur de l'offre écrite dans le mémoire technique.

L'audition consistera à préciser l'ensemble des critères techniques et plus particulièrement :

- Sous-critère 1 - Description de la synergie globale de l'équipe s'appuyant sur le rôle de chacun des membres de l'équipe dédiée à la mission : 10 points
- Sous-critère 2 - Méthodologie, organisation de la construction du projet avec le Maître d'Ouvrage et ses partenaires (nature des échanges, fréquence, techniques de co-construction dans le volet « concertation », format des rendus de l'étude et du site internet, ...) : 10 points

Déroulement et contenu des auditions :

Par souci d'égalité, la durée de ces auditions et le nombre de participants seront limités et identiques pour les soumissionnaires, soit au maximum 1 heure et 3 représentants par offre.

L'équipe qui sera auditionnée devra être celle qui sera effectivement mobilisée pour l'Atlas des paysages, et non des représentants de bureau d'études. La présence du paysagiste concepteur et du concepteur WEB est indispensable.

L'audition se tiendra dans les locaux de la DREAL Centre-Val de Loire entre le **17 et le 19 juin 2025**. Les modalités seront précisées au porteur de projet à l'issue de l'ouverture des plis.

L'audition, non indemnisée, se décomposera en deux temps :

- Présentation de 30 minutes maximum à l'aide d'un support, dont le format est laissé au libre choix du candidat. Il devra auparavant s'assurer auprès de la DREAL Centre-Val de Loire que son support pourra être présenté dans ses locaux (compatibilité informatique notamment).
- Questions-réponses : 30 minutes.

1.5 Validité des offres

Les offres ont une durée de validité de 120 jours.

Les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est pas demandé aux candidats de chiffrer des prestations complémentaires ou alternatives.

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique,

- soit avec des entrepreneurs groupés ; le cas échéant, le groupement sera soit solidaire, soit conjoint avec mandataire solidaire.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

1.6 Examen des offres

1.6.1 Critères d'analyse des offres

Critère 1 : Valeur technique appréciée en fonction du mémoire explicatif et décomposée comme suit	60
Valeur technique de l'offre en matière d'analyse paysagère	
Sous critère 1 : expérience professionnelle du candidat en, matière d'analyse paysagère de cette nature, sur des échelles compatibles avec celle de l'étude	10
Sous critère 2 : Qualité des références et des capacités graphiques du candidat : carte, bloc-diagramme, schémas	10
Sous critère 3 : adéquation de la nature des investigations de terrains proposées aux objectifs de l'atlas des paysages	10
Valeur technique de l'offre en matière d'organisation de la concertation	
Sous critère 4 : expérience professionnelle du candidat en matière de réalisation de concertation sur des questions liées aux paysages	5
Sous critère 5 : pertinence des modalités de concertation proposées au regard des objectifs de l'atlas départemental et de l'échelle retenue	5
Valeur technique en matière de traitement de l'information :	
Sous critère 6 : Compétence et expérience professionnelle du candidat en matière d'organisation et de structuration d'information géographique	5
Sous critère 7 : Adéquation des modalités de restitution proposés (organisation de l'information, rendu proposé)	5
Valeur technique en matière d'élaboration de site internet	
Sous critère 8 : Compétence et expérience professionnelle du candidat en matière d'élaboration de site internet	5
Sous critère 9 : Pertinence des propositions du candidat sur la structuration du site internet	5
Critère 2 : Audition qualité de l'échange avec le maître d'ouvrage lors de l'audition	20
Sous critère 10 : Description de la synergie globale de l'équipe s'appuyant sur le rôle de chacun des membres de l'équipe dédiée à la mission	10
Sous critère 11 : Méthodologie, organisation de la construction du projet avec le Maître d'Ouvrage et ses partenaires (nature des échanges, fréquence, techniques de co-construction dans le volet « concertation », format des rendus de l'étude et du site internet, ...)	10
Critère 3 : Prix	20

1.7 Analyse des offres

Concernant le critère 1. Valeur technique

Concernant les sous-critère 1 ; 2 et 3 :

Note	Évaluation	Justification
------	------------	---------------

0-1	Nul ou non traité	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
2-3	Insuffisant	Élément présent, traité de façon théorique ou de principe.
4-5	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'inconvénients que d'avantages.
6-7	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients s'équilibrant .
8-9	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'avantages que d'inconvénients.
10	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, complet et pertinent, sans inconvénients par rapport aux exigences.

Concernant les sous-critères 4 à 9 :

Note	Évaluation	Justification
0	Nul ou non traité dans le mémoire	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
1	Insuffisant	Élément présent, traité de façon théorique ou de principe.
2	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'inconvénients que d'avantages.
3	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients s'équilibrant .
4	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'avantages que d'inconvénients.
5	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, complet et pertinent, sans inconvénients par rapport aux exigences.

Les notes des sous-critères seront additionnées pour donner une note sur 60.

Concernant le critère 2. Audition

Note	Évaluation	Justification
0-1	Nul ou non traité	Élément absent ou ne répondant pas aux exigences.
2-3	Insuffisant	Élément présent, traité de façon théorique ou de principe.
4-5	Faible	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'inconvénients que d'avantages.
6-7	Répondant de façon moyenne aux exigences	Élément présent, répondant partiellement aux exigences ou présentant par rapport aux exigences des avantages et des inconvénients s'équilibrant .
8-9	Répondant de façon globalement satisfaisante aux exigences	Élément présent, présentant par rapport aux exigences plus d'avantages que d'inconvénients.
10	Répondant de façon très satisfaisante aux exigences	Élément présent, complet et pertinent, sans inconvénients par rapport aux exigences.

Les notes des sous-critères seront additionnées pour donner une note sur 20.

Concernant le critère 3. Prix

L'offre proposant le montant le moins élevé obtiendra la note prix maximale de 20.

Les notes des autres offres seront calculées selon la formule suivante et arrondies à la deuxième décimale inférieure :

$$Noteprix = \frac{MIN}{M} \times 20$$

Avec :

MIN = montant de l'offre la moins chère ;

M = montant de l'offre considérée ;

20 = la note maximale qu'une offre peut obtenir.

La note finale est obtenue par la somme des notes intermédiaires pondérées, puis ramenée sur 20.

Ainsi, la note de l'offre sera :

$$Noteoffre = \left(\frac{Notetechnique + Noteaudition + Noteprix}{100} \right) \times 20$$

Les offres sont classées par ordre décroissant de note finale obtenue. Le candidat dont l'offre est arrivée en première position est pressenti pour l'attribution du marché.

Dans le cas où deux offres obtiennent la même note finale, la note du critère n° 1, la plus élevée déterminera le candidat pressenti.

1.7.1 Coordonnées du service pouvant fournir des renseignements d'ordre technique ou administratif

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif ou technique qui leur seraient nécessaires durant la consultation, les candidats devront utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme. Ils devront déposer leurs questions au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

1.7.2 Conditions d'envoi ou de remise de l'offre

Les offres sont à déposer sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence : **DREAL_ATLAS_LOIRET_2025**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page 1 du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est en fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés.

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont refusés sans être ouverts.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » ainsi que les mentions suivantes :

COPIE DE SAUVEGARDE

DREAL CENTRE-VAL DE LOIRE, SCATEL
5, avenue Buffon - CS 96407
45064 ORLÉANS - CEDEX 2

Offre pour « intitulé de la consultation »

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat ^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le Pouvoir Adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seraient réputées n'avoir jamais été reçues.

1.7.3 Documents à produire au stade de l'attribution du marché

Pour l'application des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir, à la demande et dans le délai qui sera fixé par le RPA :

- des déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et par un dirigeant nommément cité au Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du code de la commande publique. (voir modèle en annexe 1) ;
- les certificats fiscaux et sociaux de moins de 6 mois ;
- les pièces prévues aux articles R. 1263 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail ;

2. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

2.1 Procédure

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est soumis aux dispositions du CCAG suivant : CCAG-PI.

2.2 Durée

La durée du marché public est de 48 mois à compter de la date de notification du marché public. Le délai global d'exécution de la prestation est de 36 mois, à raison de 12 mois pour chacune des trois phases.

Le point de départ des délais de chaque phase de la prestation est fixé comme suit :

- à compter de la date de notification du marché pour la première phase,
- la fin de chaque phase est validée par le COTECH et le COPIL. Un compte-rendu validé et co-signé par les parties actera l'acceptation des livrables et le lancement de la phase suivante.

2.3 Lieu(x) d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux du titulaire du marché et les réunions auront lieu à Orléans au siège de la DREAL (Copil, Cotech) ou dans les communes du département du Loiret (Concertation).

2.4 Mission

L'objet de la mission est de réaliser l'Atlas des paysages du Loiret.

La prestation comprend notamment :

- l'arpentage du territoire d'étude
- la mise en place d'un site internet
- la réalisation d'un portrait du département du Loiret
- la délimitation et la description des unités paysagères
- la description des dynamiques paysagères et des enjeux
- la réalisation d'une concertation sur l'Atlas de paysage

Elle est composée des phases ci-dessous dont les éléments constitutifs sont précisés dans les clauses techniques :

- Phase 1 : Arpentage du terrain, portrait du département et délimitation des unités paysagères ;
- Phase 2 : Description des unités paysagères ;
- Phase 3 : Dynamiques d'évolution, détermination des enjeux et finalisation de l'atlas.

2.5 Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- le présent document signé valant acte d'engagement, cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- l'offre financière détaillée du candidat ;
- la note méthodologique du candidat ;
- les avenants et actes spéciaux postérieurs à la signature du marché.
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles .

2.6 Considérations sociales

Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales.

2.7 Considérations environnementales

Pour les échanges de suivi courant de la prestation, le titulaire veillera à privilégier les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.).

Les livrables sont communiqués par voie dématérialisée. En cas de nécessité d'impression, celle-ci devra se faire sur du papier labellisé PEFC (avec une garantie de produit à 70 % minimum de fibres recyclés ou de fibres issues de forêts certifiées PEFC).

Les candidats sont encouragés à compresser ou optimiser les fichiers transmis, à condition que cela ne compromette ni la qualité de lecture ni la pertinence des contenus.

Le titulaire est invité autant que possible à limiter l'empreinte carbone du site internet à travers une démarche d'écoconception numérique, fondée notamment sur une arborescence intuitive et sobre favorisant un temps de navigation court.

2.8 Négociation

Le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de négocier. Cette négociation pourra porter sur les aspects financiers et techniques de l'offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La négociation pourra être engagée par écrit (lettres, fax et/ou courriels) ou par oral dans les délais indiqués.

A défaut de nouvelle proposition dans les délais impartis, seule la première offre du candidat sera prise en considération.

S'agissant des offres remises après négociation, le délai de validité des offres est apprécié à partir des offres définitives.

2.9 Régime financier : prix, facturation, délai de paiement, pénalités

2.9.1 Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m_0 , mois de la date de remise des offres initiales.

Les prix sont révisés annuellement à chaque date d'anniversaire du marché pour tenir compte des variations économiques constatées pendant l'exécution du marché et garantir l'équilibre économique initial du contrat.

La formule de révision est :

$$Pr = P0 \times (I(n)/I(0))$$

Dans cette formule :

- **Pr** = Prix révisé
- **P0** = Prix initial du marché
- **I (n)** = Dernière valeur de référence de l'indice SYNTEC publié au moment de la révision.
- **I (0)** = Valeur de référence de l'indice SYNTEC au mois m_0 .

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Aucune clause dite "de butoir" n'est prévue.

2.9.2 Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire du marché en application de l'article R. 2191-4 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. Si le prestataire est une PME, le taux de l'avance est fixé à 30 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %, conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R.2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

2.9.3 Modalités de paiement et de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire, après certification du service fait par l'acheteur et remise des livrables de la phase concernée. Le montant payé correspond aux prestations réalisées telles que chiffrées dans l'offre financière.

Phase (détail cf CCTP)
Phase 1 (durée 12 mois)
Phase 2 (durée 12 mois)
Phase 3 (durée 12 mois)

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

Le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP;

Le n° du service exécutant = n° Serv. Ex. (Code SE), en haut à gauche du bon de commande à en-tête de la DRFIP.

2.9.4 Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans un délai maximum de 30 jours (délai global de paiement) par mandat administratif à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, les co-traitants ou les sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

2.9.5 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

2.9.5.1 Pénalités de retard

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en EUR HT
R = nombre de jours calendaires de retard
V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

2.10 Arrêt d'exécution de la prestation

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques tels que définis au paragraphe « Contenu de la mission » de la partie Clauses Administratives Particulières du présent document. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

2.11 Résiliation et litige

2.11.1 Règlement amiable des litiges

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations. En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

2.11.2 Juridiction compétente

Le présent marché est soumis au droit français.

Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

2.12 Dérogations au CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste récapitulative des dérogations au CCAG de référence.

Article du CCP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
2.9.5.1	14.1.1/14.1.2/14.1.3	

3. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

3.1 Éléments de contexte

3.1.1 *Les Atlas de Paysages*

La convention européenne du paysage, adoptée par le comité des ministres du conseil de l'Europe le 19 juillet 2000 et ouverte à la signature de ses États membres à Florence le 20 octobre 2000, est entrée en vigueur en France le 1er juillet 2006 et fournit ainsi le cadre de référence pour la prise en compte des paysages dans l'action publique.

La France s'est engagée à définir et à mettre en œuvre des politiques visant à la protection, à la gestion et à l'aménagement des paysages, à mettre en place des procédures de participation du public et des autorités locales et régionales ainsi qu'à intégrer le paysage dans toutes les politiques pouvant avoir un effet direct ou indirect sur celui-ci. La mise en œuvre de ces politiques nécessite une connaissance fine des paysages.

L'article 171 de la loi N°2016/1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (RBPN) (codifié à l'article L. 350-1-B du code de l'environnement) a ainsi défini le cadre législatif applicable aux atlas de paysages : « L'atlas de paysages est un document de connaissance qui a pour objet d'identifier, de caractériser et de qualifier les paysages du territoire départemental en tenant compte des dynamiques qui les modifient, du rôle des acteurs socio-économiques, tels que les éleveurs, qui les façonnent et les entretiennent, et des valeurs particulières qui leur sont attribuées par les acteurs socio-économiques et les populations concernées. Un atlas est élaboré dans chaque département, conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales. L'atlas est périodiquement révisé afin de rendre compte de l'évolution des paysages. »

3.1.2 *L'aire d'étude*

L'aire d'étude couvre l'ensemble du département du Loiret. Elle devra prendre en compte l'étude des connections avec les unités paysagères des départements limitrophes et analysera l'existence de liens avec ces territoires limitrophes.

Ce département est caractérisé par des types d'occupations des sols aussi divers que des paysages de grandes cultures, de vergers, de vignobles, d'espaces boisés que de paysages formés par le lit de la Loire. Cette diversité structure les 325 communes du département.

Il existe dans le département une réelle volonté politique de développer le tourisme et de promouvoir la qualité de vie, ce qui va de pair avec la valorisation et la préservation des paysages auxquels les habitants se montrent très attachés.

3.1.3 *Historique*

Dans le Loiret, une première étude pour l'élaboration d'un atlas de paysages a été réalisée et finalisée en 2009. Cependant le produit livré n'a pas donné satisfaction et n'a pas été validé par la maîtrise d'ouvrage. Donc, la connaissance qu'il devait apporter reste toujours à construire.

La carte des ensembles paysagers établie dans ce cadre pourra être utilisée pour comme référence pour le découpage des unités paysagères mais devra être ré-expertisée sur le terrain (nombre, limites, dénominations) et en cohérence avec les autres départements.



Pour compléter cette présentation du territoire quelques études, réalisées par divers maîtres d'ouvrages locaux (État, pays, communautés de communes, etc.) et portant sur différentes parties du département, peuvent être consultées (voir liste en annexe 1).

A l'échelle régionale, une synthèse cartographique des grandes unités paysagères, qui met en évidence la continuité des unités paysagères du Loiret au-delà des limites départementales, a également été réalisée :



3.2 Objectif de l'étude

L'objectif de l'étude est de construire une base de connaissance précise et localisée des caractéristiques paysagères du territoire. Cet atlas devra servir de référence pour l'ensemble des actions d'aménagement du territoire. La plus-value apportée par l'Atlas des paysages du Loiret permettra :

Pour le grand public

De découvrir ou redécouvrir les caractéristiques qui fondent l'identité des paysages du Loiret. Il sera un vecteur d'appropriation du cadre de vie autant qu'un moyen de renforcer le sentiment d'appartenance aux diverses entités paysagères qui constituent le territoire départemental. La diffusion de l'Atlas participera au développement d'une logique de participation active lors des phases de concertation des projets de planification urbaine ou d'aménagement pour les citoyens et/ou acteurs associatifs. La vocation pédagogique de l'Atlas comme un outil de sensibilisation et de diffusion de la connaissance est primordiale. La valeur pédagogique de l'Atlas par son accès via Internet, notamment auprès des scolaires, sera particulièrement recherchée et encouragée.

Pour le Département

De bénéficier d'un outil de connaissance qui nourrira les politiques d'aménagement des acteurs du territoire en fonction de leurs prérogatives et initiatives respectives. Il sera un des éléments d'appui de la stratégie départementale.

Pour l'Etat

De participer à la création d'une référence commune en matière de connaissance paysagère. L'Atlas permettra de fournir les éléments d'analyse et d'enjeux dans les porter à connaissance, dans le suivi d'élaboration ou d'application des documents d'urbanisme et des projets d'infrastructures, dans l'élaboration de schémas territoriaux.

Pour les collectivités territoriales

La prise en compte du paysage contribuera à construire un projet global de développement, en favorisant l'approche intercommunale et au-delà. L'Atlas permet d'inscrire les projets dans une logique de développement équilibré, cohérent et soucieux de l'environnement et intégrant la question de l'adaptation au changement climatique.

Pour les acteurs locaux

Le partage d'une culture du paysage, la mise à disposition d'une référence commune qui propose une approche transversale, pluridisciplinaire et solidaire des enjeux paysagers sur leur territoire de vie.

Pour les professionnels de l'aménagement du territoire

De constituer un fonds de connaissance précieux pour le travail d'élaboration des documents d'urbanisme et de tout projet d'aménagement ou de valorisation des territoires, dans une optique vertueuse de développement.

3.3 Gouvernance de l'étude

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire (DREAL CVL).

Elle s'appuiera sur un **comité technique** qui pourra être composé de représentants :

- du Conseil départemental du Loiret ;
- du Conseil régional du Centre-Val de Loire
- de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire ;
- de la Direction départementale des territoires du Loiret (DDT 45) ;
- de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Loiret (UDAP 45) ;
- du Conseil Architecture Urbanisme Environnement du Loiret (CAUE 45).

Un **comité de pilotage** sera mis en place pour suivre l'étude. Il pourra être composé notamment de représentants des organismes suivants :

- Le conseil départemental du Loiret ;
- Le Conseil Régional
- La direction départementale des territoires du Loiret (DDT45) ;
- La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre-Val de Loire ;
- L'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) du Loiret ;
- Le conseil d'architecture, d'urbanisme, et d'environnement (CAUE) du Loiret ;
- La direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) Centre-Val de Loire ;
- L'Agence d'urbanisme des Territoires de l'Orléanais – Topos ;
- La chambre d'agriculture du Loiret ;
- La chambre de commerce et d'industrie ;
- La Mission Val de Loire ;
- Les SCOT
- Les EPCI
- L'association des maires du Loiret (AML) ;

- L'Union Départementale des maires ruraux (UDMR).
- L'ONF
- Le CRPF
- L'Agence de l'eau
- Les Syndicats de rivière
- L'Agence de développement touristique du Loiret
- Les Pays d'art et d'histoire
- Les Petites cités de caractère
- Les associations : Vieilles Maisons Françaises, randonnée, chasse, pêche, protection de la Nature...

3.4 Contenu de la mission

3.4.1 Documents fournis par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage pourra mettre à disposition du prestataire les données cartographiques listées dans l'annexe 2.

Le maître d'ouvrage met à disposition du prestataire les documents listés en annexe 1.

Le prestataire pourra en outre s'appuyer sur les préconisations de la « Méthode nationale des atlas de paysages (2024) » éditée par le ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche. Cet ouvrage de référence est téléchargeable gratuitement avec le lien suivant : <https://objectif-paysages.developpement-durable.gouv.fr/les-atlas-de-paysages-20>

3.4.2 Elaboration de l'Atlas de paysages

Pour les définitions utilisées dans le présent chapitre, il conviendra de se référer à la « Méthode nationale des atlas de paysages (2024) ».

Pour le rendu de chaque phase est attendu un ensemble de textes proposant une lecture à plusieurs entrées de l'état actuel des paysages du Loiret. Ces textes seront abondamment illustrés par des photographies au sol et éventuellement aériennes, des cartographies différenciées ainsi que par des schémas, croquis et blocs diagrammes. Ce dernier outil devra être privilégié.

3.4.2.1 Phase 1 : Arpentage du terrain, portrait du département et délimitation des unités paysagères

Arpentage du territoire d'étude

La mission comportera une reconnaissance approfondie du territoire. Cette phase de terrain constitue la base nécessaire de l'étude paysagère. L'arpentage minutieux des sites est donc la clé de compréhension essentielle de chaque contexte qui doit également permettre de localiser les éléments diagnostiqués et les enjeux induits. Cette phase de terrain doit être réalisée à différentes saisons.

Cette première phase vise à permettre au prestataire d'acquérir une connaissance fine du département. Elle s'appuiera également sur l'analyse de la bibliographie.

Mise en place du site internet

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du prestataire, dès la signature du marché, un site internet « Etat » (création de l'adresse, ouverture des droits administrateur), sur lequel seront implémentés les contenus au fur et à mesure de l'avancement. Ce site sera en accès restreint par des codes d'accès pendant toute la durée de l'étude. Le prestataire informera régulièrement les membres du comité de pilotage de la mise en ligne des articles.

Portrait du département

Le prestataire établira un portrait du département présentant, pour l'ensemble du département du Loiret :

- les caractéristiques paysagères du département et les fondements paysagers structurants à cette échelle (géologie, relief, végétation, agriculture, forêt, urbanisation, infrastructures...),
- les principales perceptions et représentations du département (importance historique, identité culturelle des paysages, différents modes de représentation et de perception du paysage...).

Délimitation des unités paysagères

A l'issue de cette phase sera proposé une délimitation argumentée des unités paysagères par l'observation sur le terrain et l'interprétation de la cartographie en privilégiant une approche sensible, physique, géographique, humaine, économique et historique des territoires.

Il s'agira également de nommer les unités paysagères. Pour conserver une cohérence globale aux échelles nationale et locale, les appellations de chaque unité devront permettre d'identifier le paysage, mais aussi la géographie ou la culture du site concerné. Une importance toute particulière devra être apportée à la prise en compte des dénominations locales, qui viendront en complément de celles utilisées nationalement et qui permettront aux Loirétains de s'approprier plus facilement l'outil. L'ensemble devra être réalisé en cohérence avec les études existantes sur le territoire concerné ou à sa périphérie. Il faudra notamment faire attention aux noms et échelles des unités paysagères par rapport aux départements limitrophes.

Un point physique ou téléphonique sera organisé tous les deux mois entre le prestataire retenu et le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement de cette phase.

Livrables attendus

Mise en place du site internet
Portrait paysager du département
Carte des unités paysagères

3.4.2.2 Phase 2 : Description des unités paysagères

Cette phase a pour objectif de caractériser chaque unité paysagère du département et les sous-unités éventuelles. Seront ainsi caractérisés :

- les limites ou les espaces de transition entre les différentes unités ;
- les grandes caractéristiques des paysages, les ambiances, les éléments particuliers,
- les grands traits de la géographie et de l'occupation du sol qui sous-tendent les paysages,
- les structures paysagères et les composantes qui fondent l'identité paysagère.
- les représentations sociales et culturelles. Elle intégrera une identification des représentations textuelles ou iconographiques des paysages (picturale, lithographique, photographique, etc.).
- la description, lorsque cela est nécessaire, des sous-unités paysagères au sein de ces unités ;
- les paysages d'intérêt local. Cette étape comprendra la localisation des sites et paysages « institutionnalisés » (notamment en s'appuyant sur l'inventaire des sites et paysages protégés au titre de la législation existante) mais ne se limitera pas à ceux-ci ;

Cette phase démarrera par un test sur deux unités paysagères choisies en comité de pilotage, afin de valider la description des paysages et les modes de représentation graphiques adoptés.

Il est souhaité une mise en ligne régulière des documents fournis sur le site internet au fur et à mesure de l'avancement.

Tout ou partie de la concertation sur l'atlas de paysages pourra être menée lors de cette phase (suivant la méthodologie adoptée par le prestataire).

Livrables attendus

Site internet renseigné sur description des unités paysagères
Pour chaque unité paysagère, une carte et un bloc-diagramme de synthèse des paysages.

3.4.2.3 Phase 3 : Dynamiques d'évolution, détermination des enjeux et finalisation de l'atlas

Les dynamiques paysagères et les enjeux à l'échelle des unités paysagères

Cette phase a pour objectif de détailler, pour chaque unité paysagère du département, les dynamiques paysagères et les enjeux paysagers locaux qui en découlent.

Les textes seront illustrés par des cartographies des évolutions et des pressions ainsi que par des analyses comparatives de cartes, photos aériennes, photographies d'un même secteur, sur différentes périodes significatives.

Le prestataire repérera les signes visibles d'évolution et de transformation des paysages et il identifiera les facteurs d'évolution s'y rapportant tout en prenant en compte les dynamiques locales et les grands projets d'aménagement, d'urbanisme et d'infrastructures. En fonction des caractéristiques paysagères et des dynamiques d'évolution de chaque unité, seront détaillés les enjeux paysagers pour chaque unité. Ils seront illustrés de photographies, cartes schémas ou bloc-diagramme. Les bons exemples existants seront mis en valeur. Des pistes d'action illustrées seront proposées.

Cette phase démarrera par un test sur deux unités paysagères choisies en comité de pilotage, de valider les modes de représentation graphique adoptés et la nature des textes.

Il est souhaité une mise en ligne régulière des documents fournis sur le site internet au fur et à mesure de l'avancement.

Tout ou partie de la concertation sur l'atlas de paysages pourra être menée lors de cette phase (suivant la méthodologie adoptée par le prestataire).

Les enjeux paysagers thématiques à l'échelle du département

Les grands enjeux paysagers seront synthétisés à l'échelle du département avec une approche thématique : enjeux paysagers liés à l'urbanisme, à l'agriculture, à la forêt, à l'eau, aux routes et chemins, aux ENR... Cette approche thématique doit permettre à chaque acteur de l'aménagement du territoire de mieux comprendre les enjeux paysagers de son action.

Comme pour le travail à l'échelle des unités paysagères, les enjeux paysagers thématiques seront abondamment illustrés. Des pistes d'action illustrées seront proposées.

La finalisation du site internet de l'Atlas des paysages

La phase se terminera avec la finalisation de l'atlas des paysages. Un temps de relecture/ correction générale doit être prévu. Le maître d'ouvrage fera part également de ses corrections issues de sa propre relecture. Ces corrections devront être intégrées dans les textes et dans les illustrations concernées.

Le document comportera obligatoirement, sans que cette liste ne soit exhaustive, un glossaire, une liste des sigles employés et des abréviations et une bibliographie exhaustive. Des articles « Pour en savoir plus » peuvent être envisagés pour faire un zoom sur un site particulier ou une thématique plus précise.

Livrables attendus

Atlas des paysages finalisé

3.4.2.4 Iconographie de l'atlas de paysages

Cartographie

Il est attendu une cartographie précise, soignée, pédagogique, expressive sur l'ensemble des paysages compris dans le périmètre d'étude. La qualité et la clarté du rendu cartographique sera recherchée et un soin particulier sera accordé à la qualité rédactionnelle du document.

Les divers éléments identifiés seront cartographiés à l'échelle 1/100 000ème. Pour certains secteurs le nécessitant (forte concentration d'informations, complexité paysager comme un contexte urbanisé...), des zooms pourront être réalisés.

Les détails techniques (projection, échelle, sémiologie...) concernant les cartographies sont à retrouver en annexe 2.

Les cartes à réaliser seront assorties de légendes et de commentaires bien renseignés et aisément compréhensibles.

Photographies

Les photographies et les documents graphiques utilisés devront être libres de droit. Les photographies réalisées par le prestataire seront prises à partir du domaine public ou du domaine privé légalement accessible (il relève de la responsabilité du pétitionnaire de s'assurer des autorisations nécessaires d'accès au domaine privé) et impérativement géo-référencées. Elles devront être choisies avec soin de manière à retenir les clichés les plus significatifs et démonstratifs. Les photographies retenues devront restituer la saisonnalité des scénographies.

Il peut être envisagé la prise de photos aérienne (drône, avions...) (il relève de la responsabilité du pétitionnaire de s'assurer de disposer des autorisations nécessaires).

Illustrations

Les autres illustrations de l'Atlas (blocs-diagrammes, coupes, croquis sensibles...) devront être soignées et aisément compréhensibles.

3.4.3 Concertation sur l'atlas de paysages

Le questionnaire

Un questionnaire à destination des collectivités sera établi par le prestataire retenu. Il sera diffusé par mail auprès des communes par le maître d'ouvrage.

Les ateliers territoriaux

Le titulaire du marché organisera au minimum quatre ateliers territoriaux de travail, invitant pour un secteur donné (regroupant plusieurs unités paysagères) tous les acteurs concernés par les paysages : collectivités locales, agriculteurs, habitants, acteurs économiques et du développement local, aménageurs, associations... Ces ateliers seront organisés en fin de phase 2 ou au début de la phase 3.

Les modalités envisagées de ces ateliers territoriaux devront être présentées dans l'offre déposée par le candidat.

Pour la tenue de ces rencontres, le maître d'ouvrage pourra mettre des locaux à la disposition du prestataire.

Avant toute diffusion ou utilisation publique, les supports de communication devront être validés par la maîtrise d'ouvrage.

3.4.4 Livrables attendus

3.4.4.1 Règles communes aux livrables

Pour l'ensemble des livrables, le pétitionnaire devra se référer à l'arborescence fournie en annexe 3. Le nom des fichiers ne devra pas comprendre d'espace, d'accent ou de caractères spéciaux, autres que - ou _

3.4.4.2 *Le site internet*

Le maître d'ouvrage souhaite que cet Atlas départemental revête la forme principale d'un site Internet dédié et donc autonome pour permettre aux usagers citoyens et aux partenaires, d'accéder à une offre territorialisée de son contenu et de sa consultation, facilement accessible grâce à Internet.

La maîtrise d'ouvrage attend du prestataire des propositions originales et efficaces pour atteindre les objectifs généraux cités précédemment et les objectifs opérationnels qui suivent.

L'hébergement du site internet sera un hébergement SPIP-Giseh proposé par le ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche (MTEBFMP), comprenant une liste de composants SPIP non extensibles et une charte graphique intégrée et non modifiable. Le prestataire élaborera le site internet de l'Atlas dans le cadre permis par SPIP-Giseh.

Pour exemple, le prestataire pourra s'inspirer des derniers atlas en ligne, dont celui de la Saône-et-Loire, des Landes, de la Dordogne :

<http://www.atlas-paysages.saone-et-loire.developpement-durable.gouv.fr/>

<https://atlas-des-paysages.land.es.fr/>

<https://atlas-paysages.dordogne.fr/>

et la page de présentation de l'outil :

<https://spote2.din.developpement-durable.gouv.fr/offre/giseh-l-offre-de-publication-web-pour-les-services-du-pole-ministeriel-ecologie>

Le présent cahier des charges n'entre pas dans le détail des potentialités attendues par la maîtrise d'ouvrage en termes de fonctionnalité et d'interactivité, toutefois elle attend de la part du prestataire des propositions ambitieuses et novatrices utilisant au mieux les possibilités offertes par les outils mis à sa disposition et mettant en valeur le contenu textuel, graphique et cartographique de l'Atlas, tout en restant simple et intuitif. Tout en respectant le cadre de SPIP-GISEH, l'interface devra être très interactive et très illustrée pour faciliter la compréhension du grand public, « non spécialiste » du paysage. Ce document interactif est un véritable document pédagogique pour lequel la navigation et la recherche sont facilitées. A cet effet, le vocabulaire devra être explicité et compréhensible par l'ensemble des acteurs (un lexique paysager interactif pourra être proposé).

Les contenus publiés sur le site doivent respecter les normes en matière d'accessibilité pour être lus par le plus grand nombre et être accessible à l'ensemble des navigateurs Internet et terminaux physiques (PC, tablette, smartphone) et systèmes d'exploitation (Windows, iOS, android, ...).

Le site dédié doit donner des liens avec les autres sites Internet traitant des paysages du Loiret selon une liste qui sera définie par le maître d'ouvrage et le comité de suivi. Le site permettra de consulter, télécharger, diffuser des informations publiques accessibles au plus grand nombre et réutilisables par des tiers.

3.4.4.3 *Autres livrables*

Le prestataire fournira les éléments suivant au maître d'ouvrage, en version dématérialisée reproductible :

- Les fichiers pdf, de haute qualité, issus des articles mis sur le site internet. Les fichiers téléchargeables au format PDF devront être obtenus par un export du document éditables, mais en aucun cas par un scan de document papier.

- L'ensemble des photographies et des documents graphiques (cartographies, blocs-diagrammes) publiées ou non dans l'atlas sous format jpeg. Les photos seront accompagnées de leurs géoréférencement (RGF 93 - Lambert 93) permettant l'exploitation avec un logiciel de SIG, soit directement dans la photo, soit dans un tableau au format CSV,
- Les couches SIG reprenant l'ensemble des éléments cartographiés dans l'étude (format SHAPE File compatible avec l'outil QGIS – projection Lambert 93).
- Pour la localisation des différents éléments de paysage sur SIG, une liste de référence des différentes catégories d'éléments de paysage peut être réalisée. Celle-ci pourrait comprendre :
- les éléments ponctuels de paysages, insérés dans une base de données localisées sous la forme de points,
- les éléments de paysage qui participent aux structures paysagères, insérés dans une base de données localisées sous la forme de polygones (aire où ces éléments sont présents).
- fichier de travail (qgis, photoshop, illustrator....) des cartes, blocs diagramme et autres illustrations

Les couches SIG devront suivre les recommandations présentées en annexe 2.

Par ailleurs, le prestataire devra verser l'intégralité des éléments qu'il aura utilisé dans la réalisation de cette étude (données sources, fichiers Excel, algorithmes, formules mathématiques ayant servi à son analyse).

3.5 Calendrier de la mission et phasage

3.5.1 Durée de la mission

La durée de la mission est fixée à 36 mois à compter de la notification du marché.

3.5.2 Phasage de la mission

Des adaptations de ce planning pourront être présentées par les candidats.

	durée	objet
Phase 1	12 mois	Arpentage du terrain Portrait paysager du département Délimitation des unités paysagères Mise en place du site internet
Phase 2	12 mois	Description des unités paysagères Concertation
Phase 3	12 mois	Dynamiques dévolution et enjeux paysagers à l'échelle du département et des unités paysagères Finalisation du site internet et du document de communication

3.5.3 Réunion du comité de pilotage et du comité technique

La présence du mandataire est obligatoire à chacune de ces réunions.

4 réunions du comité de pilotage sont programmées :

- une réunion au lancement de l'étude,
- une réunion pour la validation de chaque phase

10 réunions du comité technique sont programmées

- une au lancement de l'étude,
- trois lors de chaque phase

Certaines réunions du comité technique pourront être remplacées par des réunions du comité de pilotage.

Des réunions complémentaires en visio pourront être organisées autant que de besoin.

Le prestataire est chargé de l'élaboration des documents préparatoires aux différents comités techniques et comités de pilotage. Ceux-ci devront être transmis au maître d'ouvrage au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion.

Le prestataire assurera les comptes-rendus de ces réunions.

3.6 Propriété de l'étude

Le prestataire s'engage à céder les droits de propriété intellectuelle de l'étude de l'atlas des paysages à la DREAL Centre-Val de Loire, et verra son nom cité sur toutes les publications. Tous les documents produits dans le cadre de l'étude (cartes, rapports, fichiers informatiques, photos, etc.) seront la propriété du maître d'ouvrage.

En tant que document public, l'Atlas de paysage devra être accessible à tous, avec le moins de restriction possible. La réutilisation du contenu sera notamment autorisée et facilitée pour tous, pour toutes les utilisations, sous réserve de citation de l'auteur.

La seule restriction à cette autorisation s'appliquera aux documents repris dans l'Atlas dont les auteurs ne sont pas ceux de l'Atlas, et auxquels s'appliquent des droits de reproduction et de diffusion spécifiques. Il s'agit des fonds de cartes (IGN ou autre), de cartes postales hors domaine public, de photos protégées par copyright (à éviter dans la mesure du possible). Ces restrictions à la libre utilisation devront figurer pour chaque objet concerné, soit à côté de l'objet, soit dans une liste en fin d'ouvrage. Il conviendra de la même manière de créditer l'auteur de chaque illustration (photo ou dessin).

Dans tous les cas, il conviendra de vérifier le statut de l'œuvre qui est publiée et les conditions d'utilisation qui y sont associées :

- Œuvre du domaine public (en France, 70 ans après la mort de l'auteur) : reproduction libre (pour l'utilisation de reproductions d'œuvres issues de collections publiques ou privées tombées dans le domaine public, les musées imposent souvent des conditions strictes d'utilisation et peuvent demander une redevance).
- Œuvre sous copyright : autorisation de l'auteur ou de ses ayants-droits nécessaire. Des conditions contractuelles peuvent être associées à l'autorisation de publication (pas d'utilisation commerciale, licence d'utilisation, ...).

A ce titre, le prestataire devra garantir au maître d'ouvrage, que tous les documents (textes, cartes, photos, dessins, croquis, etc.) qu'il utilise dans le cadre de l'étude sont libres de droit ou, le cas échéant qu'il s'est acquitté de ceux-ci de façon à ce qu'ils puissent être utilisés, ultérieurement, librement dans le cadre de la diffusion et de la promotion de l'atlas des Paysages. Les données et documents produits seront en open data sous « Licence Ouverte / Open Licence » conçu par Etalab.

Annexe 1 - Liste de ressources bibliographique accessibles durant la mission (liste non exhaustive, fournie à titre indicatif)

Région Centre Val de Loire

- Paysage et photovoltaïque au sol en région Centre-Val de Loire. Dreal 2025
- Guide d'insertion architecturale et paysagère des panneaux solaire dans la région Centre-Val de Loire, Drac, 2024

Loiret

- Atlas des paysages du Loiret –version 2009 : travail non publié réalisé par Saurin, paysagiste.
- Rapport de présentation des sites classés « Haute Vallée de l'Essonne », « Traversée de la Loire à Châteauneuf-sur-Loire », « Les paysages de la Loire et de l'abbaye à Saint-Benoit-sur-Loire »
- Portrait du Loiret : <https://www.loiret.gouv.fr/Publications/Connaissance-et-cartographies-du-territoire/Connaissance-des-territoires>
- Site du CAUE du Loiret : <https://www.caue45.fr/>

Val de Loire Unesco

- La Valeur Universelle Exceptionnelle du Val de Loire UNESCO, étude et spatialisation : <https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/la-valeur-universelle-exceptionnelle-v-u-e-du-val-a3912.html>
- Plan de gestion du Val de Loire inscrit au patrimoine mondial UNESCO : <https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/le-plan-de-gestion-du-val-de-loire-a2937.html>
- Typologie paysagère de la vallée de la Loire, Alain MAZAS : <https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/les-etudes-menees-sur-le-val-de-loire-a2940.html>
- Etude historique et patrimoniale du Val de Loire patrimoine mondial, Georgette TACQUARD (DAT Conseils) : <https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/les-etudes-menees-sur-le-val-de-loire-a2940.html>

Atlas des paysages des départements limitrophes

91 - Essonne	https://www.caue91.asso.fr/nos-actions/espaces-naturels-cadre-vie/guide-des-paysages-de-l-essonne
77 - Seine et Marne	https://www.caue77.fr/paysage/atlas-des-paysages-de-seine-et-marne
28 - Eure et Loir	http://caue28.org/leure-et-loir/guide-des-paysages-0
41 -Loir et Cher	https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/les-atlas-des-paysages-disponibles-en-region-a1804.html
18 - Cher	https://www.cher.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-construction-logement-urbanisme/Atlas-des-paysages-du-Cher/(language)/fre-FR
89 - Yonne	https://www.yonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Protection-de-l-environnement/Protection-des-paysages/Atlas-des-paysages-de-l-Yonne
58 - Nièvre	https://www.nievre.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Paysages/Atlas-des-paysages-de-la-Nievre

Référentiels géomatiques disponibles

Les données de référence IGN, comme :

- **BD TOPO®**, description vectorielle des éléments du territoire et de ses infrastructures
- **BD ORTHO®**, photos aériennes (résolution 20cm)
- **RGE ALTI®**, Modèle Numérique de Terrain à grande échelle
- **RPG**, référence à l'instruction des aides à la politique agricole commune
- **OCS GE**, description de l'occupation du sol à grande échelle (disponible courant 2025 sur le Loiret)
- **BD Forêt® V2**, description de des formation végétales sur photo-interprétation
- **RPCU**, nouvelle version des données géographiques cadastrales visant à résoudre les discontinuités présentes entre feuilles sur le plan cadastral actuel

sont disponibles au téléchargement gratuitement ou via des flux sur le site de l'IGN :

- Accès au catalogue : <https://geoservices.ign.fr/catalogue#view-results>
- Description des services d'accès aux flux : <https://geoservices.ign.fr/services-de-consultation-et-selection>

Néanmoins, en cas de difficulté, le maître d'ouvrage peut également donner ces fichiers au porteur de projet.

SCAN 25®, SCAN 100® (et les services en lignes associés) ne sont pas libres de droit mais peuvent être mis à disposition par le maître d'ouvrage.

<https://geoservices.ign.fr/services-web-issues-des-scans-ign>

Description des données à livrer

Type de données

Les données géomatiques seront vectorielles, organisées en 3 à 5 jeux de données et accompagnées de leurs attributs selon les spécifications ci-après.

Format de données

Les données géomatiques devront être livrées dans un des formats suivants : Geopackage (.gpkg) de préférence ou Shapefile (.shp) à minima.

Les attributs textuels devront être encodés en UTF-8. Les caractères spéciaux suivants sont interdits : & ? @ % \$ { } [] / \

Système de coordonnées

Les données géomatiques devront être projetées selon le système de coordonnées de référence RGF93 / Lambert 93 (EPSG : 2154) pour des raisons de cohérence avec les données antérieures.

Emprise géographique

Bien que l'analyse s'étende au-delà des limites de l'atlas, les données géomatiques doivent rester dans les limites départementales du Loiret telles qu'elles sont définies dans la couche DEPARTEMENT de la BD TOPO® de l'IGN.

Echelle

Pour les nouveaux atlas, la collecte des données et les découpages paysagers pourront réalisés à partir de données géographiques numériques (BD TOPO®, RGE ALTI®, OCS GE, etc.) ou travail terrain sur carte

IGN au 1/25000ème, l'échelle minimum d'utilisation de la donnée SIG devra donc englober celle des données de référence au plus proche.

Sémiologie

La sémiologie sera validée par la maîtrise d'ouvrage. Dans le cas de données géomatiques au format Geopackage, les informations concernant le style de chaque jeu de donnée sera encapsulé de fait. Dans le cas de données géomatiques au format Shapefile, un fichier QML nommé de la même manière devra accompagner ce dernier afin d'en spécifier le style.

Les pictogrammes seront fournis au format .svg ou .png. Les éléments de sémiologie réalisés spécifiquement dans le cadre de l'étude seront libres de droit, et utilisables aussi bien par les services maîtrise d'ouvrage que par ses partenaires.

Qualité de la donnée

Les géométries de chaque jeu de données doivent être valides au sens de l'OGC, ne pas se superposer ou avoir de trou.

Restitution cartographique

Le prestataire proposera à partir de ces couches SIG une série de cartes aux formats JPEG et PDF. Ces cartes seront validées par la maîtrise d'ouvrage qui pourra en proposer de nouvelles si elle le juge nécessaire.

Ces cartes seront mises en page, légendées et respecteront la sémiologie définie ci-dessus. Le rendu des cartes doit être expressif, car c'est un outil majeur de concertation entre les partenaires de l'aménagement. Leurs légendes seront réfléchies en sélectionnant soigneusement les gammes de couleurs et de teintes.

Restitution des données

Organisation des données

Les données seront livrées sous forme numérique dans un répertoire [SIG] et respecteront le classement suivant :

- AtlasPaysage
- UnitePaysagere
- EnsemblePaysager, à créer suivant les nécessités de l'étude
- SousUnitePaysagere, à créer suivant les nécessités de l'étude
- LimiteDecoupagePaysager

sont à mettre en forme (nom, composition et remplissage de la table attributaire) selon les recommandations de l'annexe A (Adaptation du modèle conceptuel au format shapefile) en page 64 du Standard Paysage.

Construction des identifiants locaux

Selon le standard, il est recommandé l'utilisation d'un système hiérarchique à base de lettres et de nombres, basé sur les règles suivantes :

- pour les ensembles paysagers, utiliser une suite de lettres majuscules : A, B, C, D, etc
- pour les unités paysagères, utiliser des nombres
 - seuls, s'il n'y a pas d'ensemble paysager : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, etc.
 - en complément de la lettre de l'ensemble paysager, s'il y en a un : A1, A2, A3, B1, B2, B3, etc.

- pour les sous-unités, utiliser des lettres minuscules, en complément de l'identifiant du ou des découpages paysagers de niveau supérieur
 - s'il n'y a pas d'ensembles paysagers : 1a, 1b, 1c, 2a, 2b, 2c, 2d, 2e, 2f, etc.
 - en complément de la lettre de l'ensemble paysager, s'il y en a un : A1a, A1b, A1c, etc.

Attributs attendus

La table attributaire des autres couches créées dans le cadre de l'atlas est à valider par la maîtrise d'ouvrage. Dans la mesure du possible la casse des champs attributaire doit la nomenclature proposée par l'annexe A du standard Paysage du CNIG de 2024, dont l'extrait est ci-dessous. Pour avoir des détails de définition des termes imposés, se référer au standard.

AtlasPaysage

Sauf mention contraire, les colonnes sont obligatoires.

Nom de l'attribut	Type	Commentaire ou valeur unique
NOM	Chaîne de caractère	Nom complet de l'atlas
IDENTIFIANT	Chaîne de caractère	<i>Valeur unique : AtlasPaysage_dept_45_{année de publication}</i>
MOA	Chaîne de caractère	Nom du ou des maîtres d'ouvrage, séparés s'il y a lieu par des pipes
MOE	Chaîne de caractère	Nom du ou des maîtres d'œuvre, séparés s'il y a lieu par des pipes
TYPE_ATLAS	Chaîne de caractère	<i>Valeur unique : département</i>
DATE_ATLAS	Date	Au format YYYY-MM-DD, par exemple 2025-04-07 pour 7 avril 2025
emprise	Polygone ou multi-polygone	

UnitePaysagere

Sauf mention contraire, les colonnes sont obligatoires.

Nom de l'attribut	Type	Commentaire ou valeur unique
ID_LOCAL	Chaîne de caractère	Voir la partie « Construction des identifiants locaux » Ex : 1 ou A1
NOM	Chaîne de caractère	Nom de l'entité paysagère tel qu'il apparaît dans l'atlas
MOT_CLE_GE	Chaîne de caractère	Mots ou expressions indiquant les principales caractéristiques de l'unité paysagère, séparés s'il y a lieu par des pipes . Un mot-clef générique ne contient pas de nom propre. Ex : vallons coteaux
MOT_CLE_TO	Chaîne de caractère	Suite de mots ou expressions indiquant les principaux lieux nommés d'intérêt de l'unité paysagère, les sites remarquables Un mot-clef toponymique est un nom de lieu (avec un nom propre). Exemple : Vallée de la Loire Sologne Puisaye
DESCRIPTIF	Chaîne de caractère	Texte court, extrait de l'atlas, décrivant de façon synthétique l'unité paysagère.
DATE_DEF	Date	Date à laquelle l'unité paysagère a été définie, délimitée et/ou nommée. Au format YYYY-MM-DD, par exemple 2025-04-07 pour 7 avril 2025
TYPE_ORO1	Chaîne de caractère	Caractéristique dominante de l'unité paysagère selon des critères orographiques ou géomorphologiques. <i>Valeur unique à choisir dans la liste suivante : lacustre cours d'eau plaine plateau coteau vallée autre relief marqué</i>
TYPE_ORO2	Chaîne de caractère	Valeur unique au besoin, à choisir dans la liste ci-dessus
DOM_PAYSA1	Chaîne de caractère	Caractéristique dominante de l'unité paysagère selon des critères d'occupation ou d'usage du sol. <i>Valeur unique à choisir dans la liste suivante : paysage bâti continu paysage bâti discontinu </i>

Nom de l'attribut	Type	Commentaire ou valeur unique
		<i>paysage d'infrastructures / paysage agricole / paysage boisé / paysage d'eau ou humide / paysage ouvert naturel</i>
DOM_PAYSA2	Chaîne de caractère	Valeur unique au besoin, à choisir dans la liste ci-dessus
TYPE_LOCAL	Chaîne de caractère	Facultatif, cette liste est à créer et à documenter par l'auteur de l'atlas dans le cas où l'atlas des paysages comprend une classification des unités paysagères définie au niveau local.
CODE_DEPT	Chaîne de caractère	Valeur unique : 45
CODE_REG	Chaîne de caractère	Valeur unique : 24
geometrie	Polygone ou multi-polygone	

LimiteDecoupagePaysager

Les éléments du jeu de données LimiteDecoupagePaysager est une portion du contour d'un découpage paysager : unité paysagère ou ensemble paysager ou sous-ensemble paysager. En pratique, ces lignes se superposent aux limites des polygones des découpages paysagers.

Cette classe est essentiellement destinée à renseigner l'utilisateur sur la nature et la précision de la limite. Sauf mention contraire, les colonnes sont obligatoires

Nom de l'attribut	Type	Commentaire ou valeur unique
ID_LOCAL	Chaîne de caractère	Rappel de l' ID_LOCAL du découpage.
STATUT	Chaîne de caractère	A choisir dans la liste suivante : limiteFloue / limiteNette
LARGEUR	Entier	Largeur moyenne estimée de la zone de transition entre 2 découpages paysagers, exprimée en mètres. Cet attribut mesure l'incertitude de la position de la limite sur le terrain. Il peut être égal à 0 dans le cas d'une limiteNette.
NATURE	Chaîne de caractère	Cet attribut indique quel objet géographique a été utilisé comme limite du découpage paysager, ex : ligne de crête. Il peut être laissé vide si la limite du découpage paysager ne s'appuie sur aucun objet géographique.
geometrie	Polyligne	

Annexe 3 – Arborescence de rangement des livrables

Le pétitionnaire rangera les différents livrables suivant l'arborescence suivante :

- > 45_AP_Loiret
 - > 1-Donnees
 - > 1-Photos
 - > 2-BlocDiagrammes
 - > 3-Croquis
 - > 4-Cartes
 - > 5-AutresDocuments
 - > 2-ExportSiteInternet
 - > 1-UnDossierParUnitePaysagere
 - > 3-SIG
 - > 1-donnees
 - > 2-projets
 - > 3-exports

Sa modification est possible pour s'adapter aux méthodes de travail du pétitionnaire sous réserve d'un échange préalable avec le maître d'ouvrage.

4. ACTE D'ENGAGEMENT

Le présent Acte d'Engagement concerne le marché de prestation intellectuelle pour l'élaboration de l'Atlas des paysages du Loiret.

La procédure de passation est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaires conformément à l'article R. 2112-6, 2° du code de la commande publique.

4.1 Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

4.1.1 Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché public et conformément à leurs clauses,

☐ Le signataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	

Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

- ☐ du groupement solidaire
☐ solidaire du groupement conjoint

s'engage au nom des membres du groupement, sur la base de l'offre du groupement ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse établissement	
Adresse siège social si différente	
Adresse électronique	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

à exécuter les prestations demandées **aux prix** indiqués ci-dessous ;

Taux TVA	20%
----------	-----

Montant Hors Taxes (HT)

Montant HT arrêté en chiffres à	€
Montant HT arrêté en lettres à	

Montant Toutes Taxes Comprises (TTC)

Montant TTC arrêté en chiffres à	€
----------------------------------	---

Montant TTC arrêté en lettres à	
---------------------------------	--

Ces prix sont détaillés dans l'offre financière détaillée du candidat annexée au présent document.

4.1.2 Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

- ☐ conjoint avec mandataire solidaire
☐ solidaire

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

4.1.3 Compte (s) à créditer

(Tableau à reproduire autant que de nombre de comptes)

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

En cas de groupement, le paiement est effectué sur :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document
- (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

4.2 Avance ([article R. 2191-3](#) ou [article R. 2391-1](#) du code de la commande publique)

Le candidat renonce au bénéfice de l'avance (cocher la case correspondante) :

- ☐ Non
- ☐ Oui

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

Désignation du cotraitant :

Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui
Nom :	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui

4.3 Durée du marché public

La durée du marché public est de 48 mois à compter de la date de notification du marché public. Le délai global d'exécution de la prestation est de 36 mois, à raison de 12 mois pour chacune des trois phases.

Le point de départ des délais de chaque phase de la prestation est fixé comme suit :

- à compter de la date de notification du marché pour la première phase
- la fin de chaque phase est validée par le COTECH et le COPIL. Un compte-rendu validé et co-signé par les parties actera l'acceptation des livrables et le lancement de la phase suivante.

Le marché public n'est pas reconductible.

4.4 Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2.

4.4.1 Signature du marché public par le titulaire individuel :

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

4.4.2 Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent, conformément à l'[article R. 2142-23](#) ou à l'[article R. 2342-12](#) du code de la commande publique :

Le mandataire

Nom commercial	
Dénomination sociale	

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est (cocher la case correspondante) :

- ☐ conjoint
☒ solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement (cocher la ou les cases correspondantes) :

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement (cocher la case correspondante) :

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

4.5 Identification et signature de l'acheteur.

Désignation de l'acheteur :

État - DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire)

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

M. Hervé BRULÉ, Directeur de la DREAL Centre-Val de Loire

Comptable assignataire :

Direction Régionale des Finances Publiques du Centre –Val de Loire 6 avenue de Concy -CS30013, 45 071 ORLEANS Cedex 2.

Imputation budgétaire : 0174-05-02 / 017405PA1302

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

A : , le

Signature